

Quand la révolution avance c'est la guerre qui recule

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

C.C.P. Mlle Picard 5660.38 Paris

PAS UN SOU pour le budget de guerre!

La majorité du Parlement vient de voter toute une série de lois sur le réarmement et les moyens de le financer. Actuellement, la discussion continue au Conseil de la République. Bien qu'à première vue, il semble qu'il ait été difficile au gouvernement de faire avaler aux députés un budget de guerre s'élevant à la somme de 720 milliards, les désaccords portent en réalité sur les meilleurs moyens d'amener dans les caisses de l'Etat les finances nécessaires. M. Berthoin, rapporteur général au Conseil de la République, souligne bien du reste qu'il n'y a « pas de divergences sur le but à atteindre ». Là où le bât blesse, c'est sur la question de savoir qui va payer les sommes fabuleuses nécessaires à la « défense de notre liberté ».

Après son Congrès

L'U.J.R.F. se décidera-t-elle à passer à l'action contre les 18 mois ?

L'UNION de la jeunesse République de France termine son congrès. Elle représente encore, malgré les lourdes pertes effectives subies par les congressistes eux-mêmes, une forte organisation de la jeunesse travailluse.

Ceux qui luttent pour la mobilisation de tous les travailleurs contre les 18 mois se rejoignent de lire dans l'appel de ce congrès « Nous voulons le retour au service d'un an ».

Bien entendu, les raisons patriotiques de l'U.J.R.F. et n'ont rien à voir avec les véritables intérêts populaires.

De même, « mot d'ordre sous la forme du rito » ne peut pas être un mot impropre à satisfaire à ceux qui veulent connaître les 18 mois, sans être d'accord pour servir même un an dans l'armée de la bourgeoisie française le « ami » au seul service de la France », dit l'U.J.R.F.

On peut aussi s'étonner que la lutte contre les 18 mois n'ait pas été au centre de tout un congrès placé sous le signe de la Paix. Quel meilleur obstacle aux préparatifs de guerre que la mobilisation des travailleurs pour l'abrogation de la loi des 18 mois ?

Depuis, le plus important n'est pas tel ou tel désaccord, mais le contraire, le fait qu'une organisation importante se déclare contre les 18 mois.

Il suffit — pour quelque vrai on que ce soit — qu'il existe un accord sur ce point pour que rien ne s'oppose à une alliance des organisations pour combattre et manifester en commun contre les 18 mois.

Peut-être plus importante encore est la déclaration finale de l'appel. Les cercles « sont prêts, avec tous les autres groupements de jeunes, avec tous les jeunes, quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques ou religieuses, à lutter vaillamment pour l'aboutissement de telle ou telle revendication commune ».

Aucune organisation ne fut lésée sans réponse cet appel. Dans chaque quartier et dans chaque entreprise doit se créer un Comité de lutte contre les 18 mois rassemblant tous les travailleurs.

Jusqu'à aujourd'hui, les cercles de l'U.J.R.F. ont constitué des comités de lutte. Mais le plus souvent, ils sont restés inactifs. D'une part, parce qu'aucune manifestation réelle n'était organisée. D'autre part, parce que les organisations d'obédience stalinienne

et la note présentée aux électeurs risque d'influencer ceux-ci à voter pour les partis d'opposition. D'autre part, ce programme d'armement va remettre en question le fragile équilibre économique auquel le capitalisme français était parvenu tant bien que mal, au prix d'efforts constants imposés à la classe ouvrière. Le budget pourtant minime fixé pour les investissements et la modernisation de l'appareil de production va être encore réduit. Cette mesure rend bien fragile cette tentative de la bourgeoisie française de sauvegarder les marchés qu'elle garde encore. D'autre part, elle met un terme au rêve de celle-ci de moderniser son appareil de production.

Pour la classe ouvrière, cette politique signifie une nouvelle atteinte très grave à ses conditions matérielles et à ses libertés. On enregistre déjà la hausse sur le gaz, sur les textiles, sur les chaussures; les transports et l'alimentation ne vont pas tarder à suivre, amputant douloureusement le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est cet aspect du problème qui inquiète plus particulièrement nos « dirigeants » car la hausse risque de faire perdre les fruits de toute la politique passée, celle qui s'appuya sur la scission syndicale et sur toute une série de mesures anti-ouvrières. La situation est grosse de possibilité de réunification de la classe ouvrière. C'est pourquoi dès maintenant, la bourgeoisie entend parler à cette éventualité et prépare sérieusement « la chasse aux sorcières ». Jules Moch, ce « socialiste » aux mains sanglantes, déclare « en éliminant les communistes des postes de commandement, je suis persuadé que la classe ouvrière cessera, en cas de guerre, d'obéir aux mots d'ordre de l'étranger ». En clair, sous le prétexte de la chasse aux staliens, il entend bien essayer de réduire à merci la classe ouvrière.

Face à cette politique, les staliens ne répondent que par une gymnastique parlementaire et en essayant de mobiliser les travailleurs sur des mots d'ordre chauvins, mêlant leurs voix contre le réarmement de l'Allemagne aux imprécations des plus féroces réactionnaires.

Cette politique loin d'offrir la possibilité de réunifier la classe ouvrière ne fait que renforcer sa méfiance et son dégoût devant une action dont elle sent confusément que les buts lui sont étrangers.

Pourtant, chaque fois qu'elle a pu s'exprimer et qu'elle s'est mobilisée sur des mots d'ordre qu'elle comprend être les siens, que ce soit dans la lutte contre les 18 mois ou à l'entrepreneur dans les comités d'unité d'action, elle s'est battue avec énergie.

Les travailleurs de toute opinion vont de l'avant dans leurs entreprises. Ils doivent contraindre les dirigeants à s'orienter enfin vers l'unité d'action pour nous permettre de lutter tout ensemble contre ce nouveau crime que le capitalisme est en train de commettre.

C'est le devoir le plus élémentaire des dirigeants des organisations ouvrières et en premier lieu de ceux du P.C.F. de travailler à ce front unique réalisant au sommet aussi ce qui est la volonté de la base: la lutte contre le budget de guerre.

Pas un sou pour le budget de guerre! Pas d'atténie aux libertés de la classe ouvrière. Le P.C.I., quant à lui, est prêt à lutter de toutes ses forces pour la réalisation de l'unité d'action sur ces mots d'ordre.

Fred CRESSANT.

La solidarité sino-coréenne frappe l'impérialisme américain

A L'HEURE où nous devotions ces lignes, la défile de l'impérialisme en Corée a pris l'allure d'une catastrophe sans précédent. Les coups de boutoir portés aux troupes américaines par les masses nord-coréennes et les soldats chinois détruisent peu à peu le système défensif du général Mac-Arthur.

Mais la débâcle ne se manifeste pas exclusivement sur le front militaire; sur le front de la diplomatie.

J.-P. CANNON, secrétaire du SOCIALIST WORKERS PARTY (Parti Troskyste des Etats-Unis) a envoyé au Président Truman et aux Membres du Congrès l'adresse suivante :

Au Président et aux Membres du Congrès, Messieurs, Une fois de plus, comme au début de votre intervention en Corée, je prends la liberté de vous dire ce que je crois être aujourd'hui le sentiment profond de l'immense majorité de l'humanité, y compris du peuple américain.

Votre monstrueuse aventure militaire en Corée a entraîné ce pays dans un conflit avec 600 millions de Chinois; une guerre entièrement nouvelle le menace qui entraîne des millions de jeunes et engloutit nos principales ressources.

Vous avez autorisé Mac-Arthur, avec sa folle ambition à être le conquérant de toute l'Asie, à provoquer délibérément une situation qui peut entraîner une guerre monstrueuse, à une échelle gigantesque. Celui-ci est maintenant partisan d'une « solution » à l'O.N.U. et dans les Chancelleries.

Mais c'est précisément à l'O.N.U. et dans les Chancelleries que cette grave crise de l'humanité a été forgée. Pouvons-nous confier le futur destin du monde à ces messieurs en Jaquette ?

La solution que vous proposez d'utilisation de la bombe atomique sur la Corée, Monsieur le Président, est une menace de répétition des atrocités de Hiroshima et Nagasaki.

Arrêtez la guerre immédiatement! Refusez vos folles ambitions Mac-Arthur! Laissez les peuples d'Asie décider tout seuls de leur sort!

Qui veut être libre? Pas les Chinois dont les villes et les villages sont détruits par vos bombes et qui portent le deuil de centaines de milliers de leurs fils.

Pas les Chinois dont les morts dans la guerre contre l'impérialisme et le despotisme de Chang-Kai-Chek se chiffrent par millions.

Pas les peuples d'Europe dont les frayeurs se manifestent par les aversissements que vous donnez leurs gouvernements.

Le peuple allemand par son vote vous a dit en terme définitif qu'il ne voulait pas porter vos armes dans une autre guerre.

Et, si vous êtes capable d'y réfléchir, Monsieur le Président, pensez que le peuple américain n'est ni fou ni aveugle. Il sait ce que lui a coûté votre « action de police en Corée ». Son cœur souffre pour sa jeunesse sacrifiée. Et il déteste la pensée que vos bombes vont déferler sur le vaste continent asiatique. Le peuple américain sait qu'avant que vous puissiez espérer assujettir la Chine nouvelle, les os blanchis de ses enfants s'éparpillent à travers le désert de Gobi et leurs corps refroidis boucheront le passage de l'Himalaya.

Seuls vos militaires arrogants, comme Mac-Arthur, seuls vos ogres du profit, vos monopoleurs et vos financiers internationaux, seuls les politiciens rapaces de l'impérialisme, veulent la guerre.

Denazey, Monsieur le Président. Vous êtes responsable du sort de l'humanité. Regardez! Ecoutez!

Le peuple américain déteste le militarisme et la guerre. Il désire seulement la paix et la liberté. Il essaie de vous dire sa volonté: ARRETEZ LA GUERRE IMMEDIATEMENT.

Le général Eisenhower vient en Europe inspecter et diriger la préparation à la guerre qui se traduit également par un budget de guerre dont tout le poids pèsera sur les masses ouvrières.

IL FAUT AUJOURD'HUI INTERDIRE TOUTE PROGRESSION DE CETTE PREPARATION A LA GUERRE

Tous les travailleurs à quelque tendance qu'ils appartiennent sont contre la guerre. Les travailleurs sont divisés quant aux méthodes et aux formes de cette lutte. Ils ne veulent pas dans leur immense majorité, voir utiliser ce combat pour les besoins particuliers de l'un ou

de l'autre des deux blocs. C'est dans la volonté des uns ou des autres de vouloir imposer leurs propres conceptions que se trouvent les raisons des échecs d'une véritable mobilisation des travailleurs contre la préparation à la guerre.

CEPENDANT LA CONDITION DE L'EFFICACITE DE LA LUTE, C'EST L'UNION, C'EST LE CARACTERE DE MANIFESTATION DE MASSE QU'ELLE DOIT AVOIR

Comment donc réaliser cette tâche capitale ? Comment donc réaliser cette tâche capitale ? Nous nous unirons, nous réaliserons ainsi les conditions de l'efficacité en assurant la libre discussion, la libre détermination

et de la politique, les dirigeants de Wall-Street se précipitent chaque jour un peu plus sans perspectives pour riposter aux victoires révolutionnaires des peuples coloniaux.

Par quel bout prendre le monde pour faire reculer enfin le spectre de la révolution et modifier à nouveau en leur faveur la situation mondiale, voilà le problème auquel les stratèges les plus féroces de l'impérialisme ne semblent plus pouvoir répondre aujourd'hui.

A la différence des peuples coloniaux animés d'une immense combativité, le prolétariat des pays d'Europe occidentale — et plus particulièrement celui de France — manifeste une grande passivité. La division et les échecs qu'il a subi pèsent lourdement sur lui. La méfiance à l'égard des diverses directions traites, la crainte d'être embrigadé derrière la politique de Washington ou de Moscou sont aussi des facteurs qui empêchent la mesure ou cette méfiance n'a pu encore engendrer la naissance d'une nouvelle direction révolutionnaire.

SUITE PAGE 3

Les exclusions qui divisent FRACHON sur les traces de JOUHAUX

D'UN côté, les camarades ont le droit d'être révolutionnaires, de l'autre, les camarades ont le droit d'être révolutionnaires, peu nous importe cette question, se ne vous intéressez pas non plus probablement. Ce qui aurait dû vous intéresser, c'est de savoir quels sont les critères qui ont fait aux trois exclus. On a vu en parler pas... « Je ne désire pas de place, ce que je désire c'est que vous ne m'empêchiez pas d'être révolutionnaire et que je sois la forme de votre décision de ce soir. Je serai toujours un révolutionnaire. (1) Qui parle ainsi ? Soutenez Rigault, ou Martens, ou Bousset, ou Renard, ou Florence, les exclus du C. G. T. (2) »

Non, ce n'est aucun de ces camarades, et ces paroles d'ont été prononcées ni en 1930, ni en 1937, 46 ou 45. Elles ont été dites par un nommé Matson à Limoges, en 1921, au congrès de la Fédération nationale des Employés. Matson était un employé communiste qui lutait pour le soutien de la révolution russe. C'est Dumoulin, de triste mémoire, jouissant de non moins triste mémoire et Capocci (idem), qui exécutait du suicide les attitudes militaires révolutionnaires. Le Congrès confédéral de Lille devaient donner à ces exclusions de vrais syndicalistes son cachet officiel et autorisé de fait, la création de la C.G.T.U.

Ainsi, les Frachon, Le Léon et autres Cochet, ont rien inventé. Ce qu'ils font aujourd'hui, d'autres l'ont fait avant eux. Mais dans l'histoire des méthodes employées, nous trouvons également la similitude des buts recherchés. Les raisons profondes qui animaient Jouhaux à l'époque sont différentes de celles qui animent Frachon aujourd'hui, mais les visées de l'un et de l'autre, à trente ans de distance, sont les mêmes: à briser l'unité authentiquement prolétarienne. Paire révolutionnaire dans les syndicats. Or, ces accusations portées et leurs conséquences, c'est également la même chose: « Critiques déloyales (sic) à l'égard des dirigeants, intérêt supérieur de la démocratie, du syndicat et de la C.G.T. », qui se traduit à cette époque par une baisse catastrophique des effectifs de 25.000 à 12.000 adhérents de 1930 à 1931.

Nous ne prononcions pas le mot de mot de papier « il s'agit », s'agit, en fait, dans le cas de ces exclusions d'aujourd'hui, de quelques visées qui ont fait tomber et l'unité de fait, et qui ont écarté, sans en moins proprement, quelques généraux insérés.

Mais il s'agit de tout autre chose. Il s'agit de savoir si des gens vont, par des motifs et des motifs, limiter tout l'effort du mouvement syndical révolutionnaire français et rendre impuissante la classe ouvrière en la livrant pieds et poignets à un patronat avide, ruse et combattif ? si nous examinons, dans le détail, l'histoire du mouvement ouvrier français depuis 1918 jusqu'à nos jours, en passant par 1938, la Commune et la Charte d'Amiens, nous verrons qu'il n'y a pas eu de mouvement syndical révolutionnaire, mais seulement un mouvement de lutte, mais une lutte qui n'a jamais été véritablement révolutionnaire. Elle a été limitée, contenue et souvent au prix de grands sacrifices, à l'abri d'une fausse autonomie. Elle a été limitée, contenue et souvent au prix de grands sacrifices, à l'abri d'une fausse autonomie. Elle a été limitée, contenue et souvent au prix de grands sacrifices, à l'abri d'une fausse autonomie.

DAVID RENARD.

SUITE PAGE 4

(1) Compte rendu sténographique du Congrès, p. 40 et 41. (2) Voir « La Vérité » n° 263.

Pour LA VERITE sur grand format SOUSCRIVEZ des abonnements de soutien

LA VERITE sur un grand format doit devenir à brève échéance une réalité. Inutile de démontrer à nos lecteurs que c'est indispensable pour que LA VERITE puisse mieux répondre à tous les problèmes qui se posent à un journal révolutionnaire.

Pour que « LA VERITE » puisse équilibrer complètement son budget tout en agrandissant son format, il nous faut 10.000 francs de versements réguliers par mois.

Cela représente 100 demi-journées d'un salaire moyen. Les versements des militants du P.C.I. à leur parti sont toujours égales ou supérieures à une journée de travail.

Les lecteurs de notre journal, nous en sommes sûrs, comprendront que dans la période actuelle il est indispensable que le seul journal capable de donner une issue victorieuse aux luttes des opprimés soit efficacement soutenu.

Chacun aura à cœur de remplir sans tarder son bulletin de souscription de « LA VERITE ».

« LA VERITE ».

LE REVEILLON des « Amis de LA VERITE »

PRÈS de 300 lecteurs de « LA VERITE » et membres du P.C.I. ont passé ensemble la dernière nuit de 1950 dans une franche atmosphère de camaraderie révolutionnaire.

Trois numéros successifs de « LA VERITE » ont été adressés à titre de propagande à de nombreux sympathisants. Ce ceux-ci, pour nous éviter les frais d'envoi d'une circulaire, nous envoient sans tarder leur abonnement.

de soutien de notre journal assurera l'équilibre de notre budget pour une longue période et nous permettra par conséquent d'avoir pour le développement de notre organe des perspectives reposant sur une base solide.

Pour LA VERITE à grand format

Je soussigné, Nom Prénom Adresse m'engage à verser régulièrement chaque mois : la somme de le de chaque mois par : mandat virement postal recouvrement à domicile (1) N. B. — Le recouvrement a domicile provoqué par vos soins à la date que vous aurez indiquée n'entraîne aucun frais pour le souscripteur et évite d'aller à la poste.

(1)ayer la mention inutile.

Pour 1950, les souscriptions de sympathisants et de membres du P.C.I. ont atteint les 500.000 francs. Nouveau lecteur qui trouve main-

Table with 2 columns: Location and Amount. Includes Paris, Lille, Strasbourg, Rouen, etc.

LA VIE DU PARTI

Le Comité Central du P.C.I. s'est réuni les 6 et 7 janvier. Un compte rendu sera publié dans le prochain numéro de « LA VERITE ».

La séance inaugurale de l'école des cadres a eu lieu le 5 janvier 1951. Les cours porteront sur l'histoire du mouvement ouvrier français.

Pour cause de travaux, la Permanence de la Région Parisienne est transférée provisoirement : Hôtel des Chambres Syndicales, 47, rue de la Victoire, Salle Prévet, tous les samedis de 17 heures à 18 heures.

Front unique contre le racisme

Nous avons reçu la lettre suivante de la section Jeunes de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme.

Après le congrès de l'U.J.R.F.

SUITE DE LA PREMIERE PAGE utilisaient ces comités pour défendre tout leur programme ; appel de Prague, fidélité à Staline, etc. etc. Espérons que ce congrès va constituer un tournant et que tous les militants de l'U.J. vont se lancer dans la lutte.

Je tiens à remercier chaleureusement les vendeurs de votre journal qui se sont spontanément groupés derrière ceux de « Droit de Vie », Organe de la LICIA, formant ainsi un mur solide et nous permettant de riposter avec efficacité à l'immense agression effectuée par les sbires des torchons fascistes tels que : « Contre-Révolution », « Aspects de la France », « Liberté du Peuple », etc. le samedi 16 décembre dernier.

En espérant que la riposte que nous leur avons infligée les incitera dorénavant à plus de retenue, croyez chers camarades, à nos salutations antiracistes. Signé : Illisible.

A partir de ce numéro « LA VERITE » paraîtra régulièrement toutes les deux semaines.

Lire dans notre prochain numéro la fin de notre série d'articles en réponse à l'enquête les « anarchistes au pays » de Tito et « Schéma Abstrait de Société Socialiste et Duro Réalité ».

NEUTRALISTES "AMERICAINS" ET NEUTRALISTES "SOVIETIQUES"

NOUS avons dit qu'il se développait, particulièrement en France, aussi bien dans les masses populaires que dans la bourgeoisie, le désir d'être indépendant à l'égard de Washington et de Moscou.

Le caractère du neutralisme des grands bourgeois s'exprime le mieux dans le Monde. Ils mettent en relief, avec une vigueur d'expression remarquable, toutes les faiblesses que manifeste l'impérialisme américain, quitte à lâcher du lest par quelques articles « soyons justes, même pour les Américains ».

sous l'égide de l'apologie de la bombe atomique par le professeur Compton. Dans les milieux où ils veulent intervenir, on n'a pas encore oublié cela.

Ces deux variétés de neutralistes n'ont pas rompu ouvertement et franchement avec les directions des deux blocs ; chacune d'elles ne lutte vraiment que dans une direction. Comme ils ne veulent ni ne peuvent rompre le fil à la patte ou le câble

qui les relie à Washington ou à Kremlin, la rivalité des deux blocs trouve son expression dans les rapports entre eux. Les quelques convergences qui se sont amorcées ici ou là ont montré que ces deux catégories de neutralistes ne sont pas neutres l'une par rapport à l'autre.

« LA VERITE ».

S'UNIR contre les mesures d'exception

ANNONÇANT la reorganisation du commissariat à l'énergie atomique, François Mauriac, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, déclarait, à l'issue du dernier conseil des Ministres : « Dans ce domaine comme dans bien d'autres, un plus grand loyalisme envers l'Etat républicain, tel que nous le concevons, sera requis ».

Rien de surprenant, non plus à ce que les ministres socialistes se soient, lors du dernier conseil des Ministres, déclarés d'accord sur le « but à atteindre », s'est-à-dire la mise hors la loi des organisations communistes, mais il n'est certainement pas un ouvrier socialiste qui ne comprenne que l'adoption de mesures d'exception ne serait une victoire que pour le bourgeois et qu'elle se retournerait, en définitive, contre toutes les organisations ouvrières.

Au Comité des Plantations du Bureau International du Travail, C

L'EXPLOITATION

U, cours du mois de décembre 1950 s'est tenue en Indonésie une session de deux semaines du Comité des Plantations du Bureau International du Travail.

La délégation ceylanaise centra son action sur les problèmes centraux de la lutte des ouvriers des plantations, à savoir :

1° le droit d'entrée sur les plantations des délégués des syndicats ; 2° le droit de réunion dans les plantations ; 3° le droit d'avoir un syndicat ; 4° le droit des ouvriers résident dans les plantations d'être traités comme des locataires de leur logement.

Messieurs, J'ai demandé à prendre la parole à cette occasion parce qu'il est nécessaire de dire catégoriquement et publiquement que les décisions pratiques contenues dans les rapports qui nous sont présentés ne sont pas au niveau des résultats qui auraient pu être conquis à cette conférence par les ouvriers des plantations si la lutte avait été proprement menée.

Massieurs, je suis obligé d'ajouter que ces activités néfastes de la C.I.S.L. ont été facilitées par le fait, que dans certains cas, les soi-disant représentants des ouvriers ne sont en fait que des représentants des gouvernements et que, dans d'autres cas, les ouvriers coloniaux ont été coiffés par des fonctionnaires de syndicats des métropoles.

International, qui se basant sur le Marxisme authentique, combat pour l'établissement d'une démocratie révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays du monde, je ne peux pas laisser passer ces remarques. Permettez-moi toutefois de rendre la politesse en cette matière en faisant observer que ce genre de remarque tombe mal de la bouche des exploiters impérialistes, des réactionnaires coloniaux, et même de leurs agents syndicaux.

La délégation des ouvriers de Ceylan était composée de la façon suivante : P. Velupillai, membre du Parlement, de la Confédération du travail de Ceylan ; M. G. Mendis, du Syndicat des Travailleurs de Plantation de Ceylan ; Dr Colote R. de Silva, membre du Parlement, conseiller du Syndicat des Travailleurs des Plantations.

Je dois aussi faire une troisième protestation publique. On a fait énormément d'efforts pour convertir les délibérations du Comité des travailleurs des plantations en une manifestation anticommuniste. L'orientation en a été donnée dès le début, de façon caractéristique, par le représentant du syndicat anglais avec sa ténébreuse allusion autour de « notre véritable ennemi ».

Messieurs, nous, délégation des ouvriers de Ceylan, avons refusé de tomber dans cette manœuvre de diversion derrière laquelle les patrons ont cherché à éliminer même le rapport modéré du Bureau International du Travail sur les conditions de vie des travailleurs des plantations.

Les activités de la C.I.S.L. à cette conférence ont prouvé qu'elle était la projection internationale-ment organisée des aspects les plus réactionnaires du mouvement syndical européen et américain. Ses capitulations devant chaque demande des employeurs n'a été égale que par la persistance de ses manœuvres contre tout effort pour conduire la cause des travailleurs selon une orientation de combat.

Je suis obligé d'ajouter que ces activités néfastes de la C.I.S.L. ont été facilitées par le fait, que dans certains cas, les soi-disant représentants des ouvriers ne sont en fait que des représentants des gouvernements et que, dans d'autres cas, les ouvriers coloniaux ont été coiffés par des fonctionnaires de syndicats des métropoles.

Je désire dire qu'il est regrettable que ces rapports ne nous apportent pas l'importance véritable de l'économie des plantations dans les pays arriérés. Du point de vue historique et sociologique, les plantations constituent la forme économique spécifique que le capitalisme étranger a adopté pour sa pénétration dans les régions précapitalistes des colonies.

A bas Eisenhower! A bas le Pacte Atlantique! A bas les 18 mois!

SUITE DE LA PREMIERE PAGE
tion, par les travailleurs eux-mêmes des mots d'ordre et des formes d'action.

Aux réunions décidées, pour le lundi 8 janvier sur la base de l'appel du Comité Hotchkiss pour manifester contre la venue à Paris du général Eisenhower, doivent être élus démocratiquement des délégués représentant honnêtement les points de vue de tous les travailleurs qui s'exprimeront librement sans distinction de tendance dans ces réunions.

Le lundi soir, les délégués doivent rapporter les points de vue exprimés dans les Assemblées Générales, ils pourront décider, qu'étant donné le cours laps de temps entre l'appel et la réunion, une consultation démocratique sera lancée dans chaque entreprise pour élire dans chaque atelier des délégués qui pourront ainsi valablement représenter une véritable mobilisation des travailleurs contre la préparation à la guerre. Cette représentation réelle par ces délégués de la volonté des travailleurs de toutes tendances déterminerait alors les formes d'action.

CE QUI IMPORTE LE PLUS POUR LA REUSSITE D'UNE VERITABLE ACTION DE MASSE EFFICACE, C'EST CETTE MOBILISATION DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS DE TOUTES TENDANCES

Ainsi en toute démocratie on pourra constituer en France un vaste rassemblement, basé sur la volonté des travailleurs, mouvement rassemblant toutes les énergies.

Opérer autrement, en voulant imposer la volonté et les mots

d'ordre d'un bloc diplomatique, c'est vouer la manifestation, quelle qu'en soit la forme, à l'échec, c'est lancer à l'aventure une minorité alors que la lutte contre la guerre est la tâche de tous.

Nous, militants du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, nous soumettons au choix des travailleurs, dans les assemblées générales, dans le cadre des formes de préparation que nous avons indiquées, les mots d'ordre suivants :

**POUR UNE MANIFESTATION DE FRONT UNIQUE!
CONTRE LE GENERAL EISENHOWER!**

**A BAS LE PACTE ATLANTIQUE!
A BAS LE BUDGET DE GUERRE!**

**A BAS LES 18 MOIS!
TOUS UNIS, NOUS BARRE-
RONS LA ROUTE A LA
GUERRE!**

Au moment de mettre sous presse, nous avons reçu les premières informations sur l'organisation de l'action entreprise par la C.G.T. contre l'arrivée à Paris d'Eisenhower. Nous re- prenons cette question dans le prochain numéro de notre journal, mais il est d'ores et déjà possible de montrer le caractère bureaucratique des méthodes stalinienne.

Ainsi, chez Renault par exemple, à P.A.O.C., c'est au cours d'une réunion de la Commission Exécutive et des Combattants de la Paix que les délégués furent désignés; une afficheette en informa après coup les ouvriers.

Chez Fiat, après une brève prise de parole, on demanda des volontaires pour aller à la réunion qui devait décider de l'action dans la métallurgie.

La fameuse réunion qui devait, paraît-il exprimer la volonté de tous les ouvriers métallurgistes de la région parisienne fut, en réalité, un véritable meeting stalinien.

Avec de telles méthodes, aucune unité, donc aucune action, n'est possible.

PENDANT des mois et des mois, la Yougoslavie a occupé une place de premier plan sur l'échiquier mondial. L'intérêt soulevé par ce petit pays de millions d'habitants a conduit des milliers et des milliers de militants ouvriers, de jeunes intellectuels venus de tous les pays du monde à étudier de près la réalité yougoslave et à se faire, de retour dans leur pays, les ardents défenseurs de la révolution yougoslave.

Cet intérêt était suscité par le fait que la Yougoslavie se révélait comme le deuxième pays après l'U.R.S.S. où un mouvement prolétarien de masse avait détruit le pouvoir économique et politique des vieilles classes dirigeantes et celui du capital étranger et instauré le pouvoir du peuple travailleur. Mais là ne s'est pas l'originalité de la révolution yougoslave : la rupture de 1948 avec le Kremlin avait ouvert à ce pays de nouvelles possibilités de développement révolutionnaire.

A partir de 1948, en effet, celui-ci, sous la conduite du P.C.Y., allait s'engager dans la voie de la démocratisation intérieure du régime et commencer à rompre avec les déformations héritées de son passé stalinien. L'application des mesures de démocratisation (« usine aux ouvriers », la lutte contre le bureaucratisme, etc.) et la réaffirmation des principes fondamentaux du marxisme-léninisme constituèrent les bases essentielles de l'attachement de milliers d'ouvriers et d'intellectuels de gauche à la révolution yougoslave. La preuve était faite par tout un Etat qui était possible de rompre avec le Kremlin sans rompre pour autant avec le communisme.

En ce début d'année 1951, la Yougoslavie occupait encore dans le monde et dans les préoccupations de millions de travailleurs le premier plan que son combat révolutionnaire lui avait fait acquérir ? Nous devons hélas constater le contraire : non seulement la Yougoslavie n'occupe plus cette place mais, fait plus grave, elle exerce de moins en moins d'influence sur les milliers de militants de gauche qui se détachent du stalinisme.

La disparition des plus graves conséquences de la politique tout à fait erronée des dirigeants yougoslaves, de l'action révolutionnaire du peuple chinois en Corée, de l'application de la nature de l'U.R.S.S.

Pour tous ceux qui ont été et sont encore les défenseurs de tout l'acquis

de la révolution yougoslave, se pose le problème de savoir pourquoi ce cours de rupture avec les révolutions prolétariennes existantes, pourquoi en conséquence ce cours de rupture avec le mouvement ouvrier mondial et les innombrables difficultés économiques rencontrées par ce pays entouré d'un monde hostile, liées aux conséquences qu'ont eu sur le peuple yougoslave neuf années de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie nationale et le nazisme sont à l'origine du glissement de la révolution yougoslave. Chacun comprend que le retard de la révolution prolétarienne — particulièrement dans les pays capitalistes avancés — a eu de néfastes conséquences pour la révolution yougoslave tout comme elle en avait eu pour la révolution russe.

Mais l'U.R.S.S. était après la première guerre mondiale le premier et le seul pays qui échappa à l'emprise de l'impérialisme et qui par là-même se trouva complètement isolé au milieu d'un monde qui par sa structure économique lui était fondamentalement hostile.

Le peuple yougoslave, lui, n'est pas seulement pour défendre sa révolution, il combat les forces de la bourgeoisie internationale et les séquelles des vieilles classes possédantes de la Yougoslavie même ; il est à l'origine de la lutte contre les « monstrueuses colonies des dirigeants du Kremlin. C'est là que se situe le plus grand crime du stalinisme : avoir isolé et imposé à ce pays de nature ouvrière comme l'U.R.S.S., un intraitable blocus économique ; avoir lancé les plus monstrueuses colonies contre les salariés travailleurs de la révolution yougoslave.

Mais la crise actuelle de la révolution yougoslave s'explique aussi par le fait que l'avant-garde de ce pays regroupée dans le P.C.Y. et la direction de celui-ci tout particulièrement, n'ont pas su renouer avec des acquis essentiels du marxisme-léninisme ; à savoir la nécessité de la révolution mondiale comme issue à la crise de la société et comme issue aux difficultés internes des pays ayant échappé à l'impérialisme. C'est pour avoir méconnu cette vérité fondamentale que la direction du P.C.Y. a été amené à s'engager dans la voie des concessions aux principes de l'impérialisme pour obtenir de celui-ci une aide économique et militaire. Chercher des accords avec l'impérialisme pour permettre à la révolution de survivre et au régime de s'éduquer est un souci très légitime de la part d'un état ouvrier. Mais de tels accords ne peuvent être conclus que justifiés par des concessions et une politique qui va à l'encontre des intérêts de la révolution mondiale et qui conduisent à soutenir l'impérialisme dans sa lutte contre l'émancipation des peuples coloniaux.

Sur cette voie, il n'y a pas d'issue pour la révolution yougoslave, car l'introuvable contradiction entre les intérêts de la révolution mondiale et l'immuablement comme conséquence d'isolement plus ou moins yougoslave de son seul allié véritable : le prolétariat mondial et aussi de l'isoler par là-même de tous ceux qui se sont fait les ardents défenseurs de la révolution yougoslave.

Les militants révolutionnaires, les intellectuels syndicaux, les jeunes, les militants qui de part et d'autre défendent la révolution yougoslave, s'a-

perçoivent aujourd'hui combien les, soit pour cette tâche a perdu de son efficacité.

Les travailleurs yougoslaves et les militants communistes yougoslaves doivent comprendre qu'ils ne pourront rompre avec le stalinisme — isolement qui peut avoir les plus graves conséquences pour l'avenir de la révolution yougoslave — que si, brisant avec le cours erroné qui suit actuellement leur pays, ils font cause commune avec les peuples des pays d'extrême-orient — qui même dirigés par les partis stalinien — combattent les armes à la main contre les forces de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale pour leur liberté.

Michèle MESTRE.

La solidarité sino-coréenne frappe l'impérialisme au cœur

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Mais cette situation ne peut-être que transitoire car les camps que les peuples coloniaux portent en Asie à l'impérialisme accentuent le rythme d'affaiblissement et de décomposition de celui-ci.

Le stalinisme cache aux travailleurs la gravité de la crise du capitalisme et le caractère profondément révolutionnaire non seulement des mouvements coloniaux mais aussi de la solidarité des peuples coloniaux entre eux; il se garde bien de mettre en avant des mots d'ordre et des formes d'action susceptibles de mobiliser concrètement les masses travailleuses. Pourquoi cela ? parce que la bureaucratie stalinienne tout comme la bourgeoisie a peur de la révolution, qui détruirait ses avantages de caste privilégiée.

Il ne faut à aucun prix que le retard du mouvement ouvrier en Europe permette à l'impérialisme de trouver un terrain sur lequel il puisse modifier en sa faveur la situation mondiale.

La tâche du prolétariat européen est d'entrer à son tour dans la lutte pour accentuer la montée révolutionnaire déclenchée par les peuples d'Asie. L'action de solidarité avec la lutte de ces peuples peut et doit être le point de départ de ce renouveau révolutionnaire sur le terrain continent. L'action de solidarité du peuple chinois en Corée a remis en question la présence même de l'impérialisme en Extrême-Orient.

Une action efficace de solidarité du prolétariat européen à l'égard des peuples asiatiques.

POUR LE RETRAIT DE TOUS LES CORPS EXPEDITIONNAIRES DE COREE ET DU VIET-NAM ;

— Contre les crédits de guerre ;

— Contre la prolongation du service militaire, affaiblir encore l'impérialisme et l'empêchera de trouver le terrain d'offensive antiouvrière qu'il cherche en Europe.

IL FAUT COMPRENDRE QUE OUAQHE FOI QUE LA REVOLUTION AVANCE, C'EST LA GUERRE QUI RECULE.

M. M.

ail, COLVIN DE SILVA, député trotskyste à Ceylan, dénonce

N COLONIALISME

de vue social, les plantations représentent la dislocation et même la destruction des formes anciennes de l'organisation sociale, la population rurale étant chassée de ses villages et dans bien des cas transportée dans des agglomérations nouvelles dominées par le salariat. Ici, il faut cependant faire une distinction importante par rapport au processus similaire des pays métropolitains. Bien que du point de vue de la technique et de l'organisation, les plantations ne représentent rien d'autre que l'introduction du système industriel dans la production agricole coloniale, les propriétaires des plantations, opérant comme ils le font souvent au sein des sociétés de caractère pré-capitalistes ont la possibilité d'accrocher le salariat à des rapports sociaux antérieurs à celui-ci et aussi de rabaisser la force de travail essentielle des ouvriers à un état de serf ou de demi-serf. Telle est la véritable signification d'une force de travail transplantée dans les territoires des plantations qui, soit, n'a jamais connu de communauté villageoise, soit à vu celle-ci étranglée ou même détruite. Et c'est pourquoi nous avons eu dans l'un des rapports d'aujourd'hui se poursuivre la farce internationale de décider solennellement que le travailleur doméniot sur les plantations aura en ce XXI^e siècle le droit de recevoir ses parents et ses amis.

Messieurs, si le problème est étudié sur la base ci-dessus, on verra bien aisément que la question fondamentale pour les travailleurs des plantations n'est pas simplement celle de méthodes plus humaines de recrutement, de meilleurs logements, de soins médicaux et ainsi de suite. C'est la question des droits humains fondamentaux qui se résoudra seulement sur le terrain politique. C'est pourquoi, même le syndicat le plus modéré des ouvriers des plantations s'occupe automatiquement de politique. Il est par conséquent tout à fait vain de dénoncer ce fait. Et c'est aussi pourquoi le soi-disant problème des droits ouvriers s'avère être réellement le problème des rapports de propriété et dans ces

questions, il est impossible aux travailleurs de faire confiance à « l'impartialité » de l'Etat.

Bien plus, si cela n'est pas compris très fermement, les syndicats n'ont aucune riposte réelle et effective, à faire au patronat. Les patrons ont insisté ici sur le fait qu'ils se sont déjà préoccupés des questions médicales et autres questions de bien-être. Je ne suis pas préoccupé de discuter cette prétention, mais an quoi consiste-t-elle réellement ? Elle consiste seulement dans le fait que comme tout boucher, ils engraisent leur bétail pour l'abattoir ! Dans cette affaire, la question essentielle c'est l'abattage et non pas l'engraissement du bétail ! Et c'est pourquoi tout représentant ouvrier digne de ce nom doit repousser cette conception de boucher par rapport à la classe ouvrière au lieu de l'adopter comme la fait la C.I.S.L.

C'est aussi la raison pour laquelle la délégation des travailleurs de Ceylan a visé systématiquement à cette conférence à placer au centre même du tableau les questions du droit d'entrée de réunion, la revendication des droits des locataires, etc., au lieu de simples améliorations sociales.

Le travailleur des plantations a surtout besoin d'être libre et non pas seulement d'être engraisé ! Il a besoin d'être libre pour diriger sa vie comme il l'entend, sans s'organiser en vue de ses revendications, pour défendre ses droits. Les travailleurs qui sont dans une condition de servage ou de demi-servage doivent en faire nécessairement la question première, et quiconque ne saisit pas cela ne peut diriger correctement la lutte des travailleurs des plantations.

Qu'il me soit permis de dire que les représentants patronaux ici présents ont parfaitement compris cette question. Ainsi que leur collègue, compatriote de l'autre côté de la barricade, Mr J. A. T. Perreira l'a dit : « Il existe encore cette chose qui s'appelle la propriété privée. » Que c'est vrai ! réaliste ! et pertinent ! Voici du côté patronal l'affirmation d'un principe de négocia-

tion que chaque militant syndical devrait saisir, à savoir qu'on ne négocie pas sur les principes mais sur leur application. En d'autres termes, pas d'abandon de la lutte de classes, qui est précisément la lutte sur la question de perpétuer la propriété des moyens de production.

Messieurs, nous, délégation de Ceylan, avons été combattus par la C.I.S.L. et ses alliés parce que nous sommes restés fermement sur ce principe. Et nous serons incorrigibles.

L'accusation que c'est de la politique, nous plaçons coupables ; mais nous avons comme complices dans ce crime à la fois les patrons et les gouvernements. Ils ne rurent pas sur les méthodes politiques et partisans lorsque les questions fondamentales sont en jeu. A l'accusation d'être intransigent nous répondons : il est nécessaire de l'être sur les questions de principe. Nous n'avons jamais exclu des négociations d'autres questions. Et s'il existe encore des syndicalistes « purs » et « simples » qui trouvent en nous des obstacles, sur la voie de l'acquisition de petites concessions, nous disons : les obstacles ce n'est pas nous mais vous qui implorez paternellement des patrons une action urgente de crainte que les communistes ne vous remplacent.

La classe ouvrière aujourd'hui en cette question comme en d'autres, n'est pas à supplier des autres ; ici, comme ailleurs, elle lutte pour ses propres objectifs. Et ces objectifs, dans le cas des plantations, ne sont pas des miettes de la table des colons, mais les plantations elles-mêmes. Je comprends que les employeurs aient mené une lutte conséquente pour demander une définition des plantations. Pour nous il suffit qu'à la fois eux et nous sachions reconnaître une plantation lorsque nous la rencontrons. Car les ouvriers ne demandent pas des faveurs, mais le pouvoir. Leur revendication n'est pas la rationalisation de l'économie des plantations mais la nationalisation des plantations. Avec ou sans définition les ouvriers la réalisent.

LE STALINISME ET LES PEUPLES COLONIAUX

A Vérité a rapporté dans son N° 25 l'Yan très large qu'on rencontre dans la classe ouvrière allemande la parution de « Frie Tribune », organe du Comité pour la construction d'un parti ouvrier indépendant. « Frie Tribune » publie chaque semaine des documents pour la discussion sur le programme du futur parti ; ce sont des articles de futur parti ; ce sont des articles que nous n'avons malheureusement pas la place de reproduire ici. Les lignes excellentes consacrées par le N° 12 de « Frie Tribune » à un problème d'actualité brûlante : « le stalinisme et les peuples coloniaux ».

Nous nous plaçons inconditionnellement aux côtés des peuples coloniaux dans leur lutte libératrice contre les oppresseurs impérialistes... Mais nous nous heurtions ici à un facteur complexe qui est le fait de leur être bien des gens à soutenir la lutte des peuples coloniaux : l'influence stalinienne et la direction stalinienne de cette lutte dans une série de pays de cette lutte dans une série de pays (Chine, Malaisie, Viet-Nam). Il y a surtout 3 objections qui reviennent toujours :

1° L'exploitation politique de la lutte libératrice antimpérialiste dans les colonies par la bureaucratie soviétique ;

2° L'exploitation économique de ces pays après libération complète de l'impérialisme occidental ;

3° La politique intérieure du stalinisme dans tous les pays où il a le pouvoir (asservissement des masses et étouffement de leur initiative révolutionnaire, création d'une couche bureaucratique, etc.).

Ces objections sont pleinement légitimes, et il est nécessaire de les étudier toutes sous leur aspect réel. Il faut lutter contre les événements actuels. Il faut lutter contre l'exploitation des mouvements d'indépendance coloniaux par la bureaucratie soviétique. Mais par la bureaucratie soviétique, nous entendons les masses coloniales soulevées par la lutte contre le stalinisme et par centaines de millions de travailleurs prolétaires comme nous, qui font un travail levé et en leur faisant un cours sur le caractère trompeur de l'aide soviétique. On ne peut pas

leur déclarer : « Aussi longtemps que vous suivrez la direction stalinienne, nous ne pouvons pas vous soutenir ; rejetez vous dirigeants et formez un gouvernement autonome indépendant de Moscou, et alors nous serons à vos côtés ! » Une telle attitude serait l'expression d'un sectarisme de gauche ou de l'ultraisme bureaucratique.

Les peuples qui se sont libérés de l'impérialisme sous la direction stalinienne sont entrés ainsi dans la zone d'influence de la bureaucratie soviétique devront encore faire d'amples expériences avec leurs nouveaux maîtres. Ce ne sera peut-être ni aujourd'hui, ni demain, mais dans une période d'années; mais ils feront ces expériences, nous pouvons en être assurés, car nous avons éprouvé sur notre propre corps la politique de la bureaucratie soviétique et nous savons que l'Allemagne ne constitue pas une exception. Ceux qui combattent pour leur liberté, en Chine et ailleurs, devront alors reconnaître qu'il leur faut entreprendre un combat nouveau, une lutte nouvelle et peut-être très dure contre les efforts de la bureaucratie soviétique pour faire de ces pays des membres opprimés de son empire grand-russe. Ils arriveront à le comprendre non seulement sur des théories, mais par leur expérience et nous pouvons seulement hâter cette prise de conscience. Et encore cela est seulement possible si les masses avec les masses dans leur lutte et si nous combattons à leur côté contre leurs ennemis d'aujourd'hui. C'est seulement ainsi que les révolutionnaires peuvent gagner leur confiance, ce qui est indispensable si l'on veut que leur mise en garde contre le stalinisme trouve une audience. Il sera aussi nécessaire de critiquer la politique de la direction stalinienne mais sans oublier que comme socialistes nous devons soutenir fondamentalement et à tout prix la lutte pour l'indépendance, la lutte pour la politique, la lutte pour le soutien critique. Car la signification progressive de la lutte émanant des peuples coloniaux est de leur direction stalinienne, mais seulement obscure.

